

deux politiques, l'une pour Québec et l'autre pour le reste du Canada.

Une voix: Parlez pour vous!

L'hon. M. Brooks: L'honorable député sait que ce n'est pas exact.

L'hon. M. Chevrier: Mon honorable ami dit que je sais que cette affirmation n'est pas exacte. S'il veut bien me suivre, je vais citer le professeur MacQuarrie, de l'Université de Toronto, qui confirme exactement ce que je dis. Cette scission au sein du parti conservateur est devenue fort manifeste lorsque Laurier a été élu chef du parti libéral.

Toute sa vie sir Wilfrid Laurier eut à lutter contre ces deux tendances du parti conservateur. Dans Québec il était accusé par les conservateurs d'être traître à sa race et à sa religion et d'essayer d'être un instrument de la politique de l'impérialisme britannique.

L'hon. M. Brooks: Un très bon discours de carrefour.

L'hon. M. Fulton: Qu'ont dit les libéraux dans Québec au sujet de nos chefs ces dernières années?

L'hon. M. Chevrier: Si seulement vous vous tenez coi, non seulement je vous dirai ce qui est arrivé dans la province de Québec, mais aussi je vous parlerai du discours que le ministre de la Justice (M. Fulton) a prononcé à Montréal l'autre jour. Pendant que cela se passait dans la province de Québec, qu'arrivait-il dans le reste du Canada? Dans le reste du Canada, Laurier était accusé par les conservateurs d'être trop français, trop catholique et d'essayer de détacher le Canada de ses liens traditionnels avec la Grande-Bretagne.

Finalement, en 1911, l'étrange alliance des conservateurs du Québec, appuyés par Bourassa et d'autres nationalistes canadiens-français, avec les conservateurs de langue anglaise a réussi à défaire Laurier et les libéraux. Il est tout à fait possible à deux éléments opposés, à deux groupes opposés, de s'unir dans l'opposition, mais il est impossible à ces deux groupes de s'unir au pouvoir, et voilà où j'en arrive à répondre à mon honorable ami.

L'hon. M. Brooks: Voilà l'unité dont vous parlez.

L'hon. M. Chevrier: Si vous m'écoutez attentivement vous constaterez comment, de tout temps, et même aujourd'hui, le parti conservateur a essayé de rompre l'unité nationale.

M. Cardiff: Et qu'est-ce que vous faites maintenant?

L'hon. M. Chevrier: A la veille des élections de 1911, le *Spectator*, d'Hamilton, feuille vigoureusement favorable aux conservateurs, avait à ce propos des observations fort nettes à formuler:

La majorité de M. Borden devrait lui permettre de gouverner sans tenir compte du Québec, ou plus exactement de la partie de la province qui ne veut pas que le Canada participe aux guerres navales de l'Empire. Sa situation est parfaite et il devrait en profiter au maximum (...) M. Monk peut ne pas aimer ce programme naval canadien, et ses amis nationalistes peuvent aussi trouver à y redire, mais, somme toute, ils ne représentent qu'une faible minorité qui, à l'instar de toutes les autres minorités, doivent s'incliner devant la majorité ou s'en aller.

Le professeur MacQuarrie, de l'Université de Toronto, dans un article où il est question de la formation du cabinet Borden, écrivait... Pendant que j'y suis, je puis dire à l'honorable député qui m'a interrompu, le ministre des Affaires des anciens combattants (M. Brooks) qu'il ferait bien d'écouter attentivement cette lecture. Ces paroles ne sont pas de moi, elles sont d'un professeur de l'Université de Toronto.

L'hon. M. Brooks: On trouvera toujours des paroles qui servent ses fins, où qu'on les cherche.

L'hon. M. Chevrier: Voici:

En faisant entrer les nationalistes dans son ministère, Borden a montré à quel point il comprenait les mouvements et les combinaisons qui l'avaient aidé à devenir premier ministre du Canada. En même temps, en agissant comme il le faisait, il croyait pouvoir ressusciter le parti conservateur dans la province de Québec où il n'avait pas obtenu de majorité depuis les élections de 1887. En vue de cet heureux résultat, il était tout disposé à pardonner la trahison de Monk et à subir avec bonne humeur les réactions fâcheuses de certains des impérialistes vigoureux que comptait le parti conservateur, lesquels ne pouvaient manquer d'être scandalisés d'une pareille alliance. On peut croire que, loin de répudier les nationalistes, ainsi que l'auraient voulu certains de ses partisans, Borden était tout disposé à leur faire la cour. Cette généreuse distribution de portefeuilles a été suivie de bien d'autres témoignages visant à renforcer l'alliance qui avait donné de si bons résultats au cours de la campagne récente. Blondin, jeune nationaliste ardent, fut nommé Orateur suppléant de la Chambre des communes. (L'Orateur était le D^r Sproule qui avait été, pendant 14 ans, grand maître de la Grande Loge d'Orange de l'Amérique britannique.) A l'ouverture de la session, l'Adresse en réponse au discours du trône fut proposée par l'impérialiste R. B. Bennett, de Calgary, appuyé par Sévigny, jeune nationaliste brillant qui s'était prononcé aussi ouvertement que Bourassa sur la question de la défense navale. Pour le *Globe*, de Toronto, Borden avait fait preuve d'autant de talent qu'un funambule.

Évidemment, Borden n'a pas réussi à concilier les incompatibles. Qu'est-il arrivé? Monk a quitté le cabinet en 1912; Pelletier